

Initiatives ministérielles

Pour en revenir, si vous le permettez, au député de Prince Edward—Hastings, il parle pour notre chapelle. Il dit que pour 2,41 \$ d'investissement, ce que dépense le gouvernement lorsqu'il paie les intérêts d'un agriculteur, celui-ci reçoit 12 \$ d'avantages. Ce qu'il laisse entendre, c'est que personne ne va utiliser ce programme, parce que les agriculteurs ne sont pas assez malins pour savoir cela. C'est ce qu'insinuent les députés d'en face.

Un agriculteur va donc gagner—j'ai oublié le chiffre exact—plus de 12 \$ pour un investissement de 2,41 \$. Un agriculteur suffisamment malin pour cela, mais à condition que le projet de loi soit adopté. Les liquidités seront là. Le même avantage en matière de commercialisation sera là. Comme le disait le député, c'est un rendement de cinq pour un. Tout ce que nous disons, c'est que l'agriculteur devra payer les 2,41 \$ à la place du gouvernement.

Adoptons ce projet de loi. Finissons la deuxième lecture aujourd'hui. Renvoyons-le au comité. Essayons de l'adopter aussi rapidement que possible. Nous ne parlons pas d'imposer des délais, nous disons seulement adoptons-le sans tarder pour que les agriculteurs aient la possibilité d'investir 2,41 \$ pour gagner 12 \$, comme le disait le député.

M. Foster: Monsieur le Président, je voudrais soulever une question de privilège. Lorsque j'ai lu la lettre de M. Glen Findlay, ministre de l'agriculture du Manitoba, j'ai dit qu'il demandait à Ottawa de reprendre le paiement d'avances sans intérêt aux producteurs de grains, pour qu'ils puissent payer leurs factures en attendant de vendre leur récolte. Le ministre du Manitoba ne disait pas que nous devons adopter le projet de loi. Il dit qu'il veut des avances de fonds sans intérêt.

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, pour en revenir au discours du Trône qui a inauguré la présente session du Parlement, le gouvernement ne rigolait pas quand il disait que l'agriculture est un fardeau pour le Trésor fédéral et qu'il était déterminé à réduire ce fardeau de façon draconienne.

• (1220)

À lui tout seul, le gouvernement va montrer au monde à quel point il est désintéressé. Il va faire voir comment on arrive à un monde agricole non subventionné. Il est prêt à sacrifier l'agriculture canadienne pour montrer au monde ses bonnes intentions.

Nous sommes le seul pays du monde qui réduit ses subventions agricoles. Les États-Unis ne le font pas. Les Européens ne le font pas. Le Japon ne le fait pas. Rien de concret ne permet de penser qu'un autre pays retire son appui à ses agriculteurs. Et non content de leur retirer son appui, notre gouvernement à nous le fait sans savoir à quel point les autres pays, spécialement les États-Unis, appuient leurs industries agricoles.

Nous nous trouvons dans une situation bizarre huit mois après avoir signé l'Accord de libre-échange. Nous créons un comité pour dresser la liste des programmes de subventions qu'ont les Américains. C'est incroyable. Nous avons signé avec les Américains un accord de libre-échange qui va avoir des effets dramatiques pour notre secteur agricole, tant producteurs que transformateurs, et nous faisons des coupes sombres dans le budget sans savoir à quel point les Américains subventionnent leur secteur agricole. Nous commençons à peine à chercher à le savoir.

Nous savons maintenant que les Américains connaissent parfaitement notre programme de subventions. Prenez par exemple la décision d'imposer des droits compensateurs au porc. Les producteurs de porc américains et le département américain du commerce savent exactement de quelle façon notre industrie du porc est subventionnée. Savons-nous comment l'industrie américaine du porc est subventionnée? Non, nous ne le savons pas.

Même notre entente tripartite de stabilisation passée avec les producteurs de porc, dont notre ministre de l'Agriculture nous a assurés qu'elle ne pouvait faire l'objet de mesures de rétorsion parce qu'il s'agit d'un programme d'assurance, vient en bonne place sur la liste des motifs de la décision américaine d'imposer des droits compensateurs. Et voilà pour les assurances ministérielles.

Pourquoi notre gouvernement fonce-t-il tête baissée pour supprimer ce qu'il conçoit comme des motifs d'irritation pour l'Accord de libre-échange en matière agricole, alors qu'il n'a aucune idée de ce que sera la définition des subventions? Pourquoi le gouvernement réduit-il l'aide au transport? Pourquoi le gouvernement coupe-t-il le programme du tarif de l'est pour le grain et la farine? Pourquoi le gouvernement supprime-t-il la ristourne de taxe sur le carburant? Pourquoi modifie-t-on le programme d'assurance-récolte? Pourquoi modifie-t-on les prêts sur produits de la Société du crédit agricole?